



communiqué presse...

• Montreuil, le 5 février 2026 / **La FNIC CGT communique...**

Bilans sans ordonnance : Derrière une politique de prévention se cache un marché lucratif

La politique de santé publique ne peut être dictée par des intérêts privés. Pourtant, les grands groupes financiers qui ont racheté nos laboratoires de quartier ne l'entendent pas de cette oreille et le patient est depuis de nombreuses années devenu un « client », consommateur potentiel exposé à des campagnes marketings agressives.

La démultiplication des « Bilans sans ordonnance », non remboursés (sauf pour les IST pour les moins de 26 ans), sous couvert de prévention, est leur dernière stratégie développée pour dégager de la marge. Les laboratoires se présentent ainsi en tant qu'acteurs incontournables d'une politique de prévention au sein de la population, politique complètement désinvestie par l'état (les budgets alloués à la prévention sont deux fois inférieurs à ceux de l'Allemagne par exemple). Le vieillissement de la population, l'augmentation du nombre de maladies chroniques, la démultiplication des campagnes de dépistage, autant de raisons pour développer un marché parallèle hors prescription et hors nomenclature, nous comprendrons naturellement hors régulation. Bilans nutrition, fatigue, sportif, ménopause, cardio-vasculaire, autant d'offres, hors contrôle de tout consensus scientifique, à consommer sans modération pour les patients qui en auront les moyens.

Outre le fait que le patient, une fois l'examen payé et effectué, reste seul face à des résultats qui peuvent être complexes, il est dépourvu de l'expertise du médecin prescripteur pour les interpréter et l'orienter. Les déserts médicaux, conséquences d'une politique sciemment orchestrée par un état qui ne met pas la santé au cœur de ses priorités, justifient la soi-disant prise en charge d'un pan de la population, inquiète à juste titre de son état de santé, et n'ayant d'autres choix qu'un système lucratif, dont le seul objectif est de se créer un nouveau marché rentable.

Naturellement de fait, ils entérinent une médecine à deux vitesses, où seuls ceux qui ont les moyens et

parfois le savoir, pourront se « payer » une surveillance, détournant ainsi le principe même du système de solidarité nationale qu'est la Sécurité Sociale.

Le pendant pour les salariés des laboratoires est une objectivation sur des résultats de vente de ces fameux bilans : Les techniciens, infirmières, secrétaires et biologistes deviennent primés en fonction d'un nombre de bilans passés, en contradiction totale avec les règles déontologiques applicables à l'ensemble des professions réglementées des laboratoires. L'Ordre des Infirmiers, saisi plusieurs fois par du personnel soumis à des pressions organisationnelles, rappelle qu'en application des articles R.312-6,632 et -64, **Toute rémunération conditionnée à des normes de rendement horaire ou à un nombre d'actes réalisés constitue une atteinte à l'éthique professionnelle, au jugement clinique et à la sécurité des soins.**

Ces stratégies de groupes correspondent à une logique de chiffre d'affaires en dehors du cadre protecteur et réglementé de l'Assurance Maladie. Alors que la CPAM tente de resserrer le montant des dépenses au grand dam des Organisations Patronales qui y voient un abus de pouvoir injustifié et arbitraire, ces financiers créent un marché parallèle de la santé.

La FNIC CGT continuera à défendre le 100% sécu, elle exige :

L'obligation de la prescription médicale dans le cadre d'un parcours santé personnalisé, de prévention et de suivi.

Le retour à une biologie de proximité, humaine et sous un contrôle public, loin des griffes des fonds de pension.

La santé n'est pas à vendre, elle est un droit universel et doit le rester.